



Union togolaise de banque



RAPPORT ANNUEL

2014



LE RESEAU D'AGENCES



LE PLUS LARGE RÉSEAU BANCAIRE AU TOGO

44 agences pour mieux vous servir ...

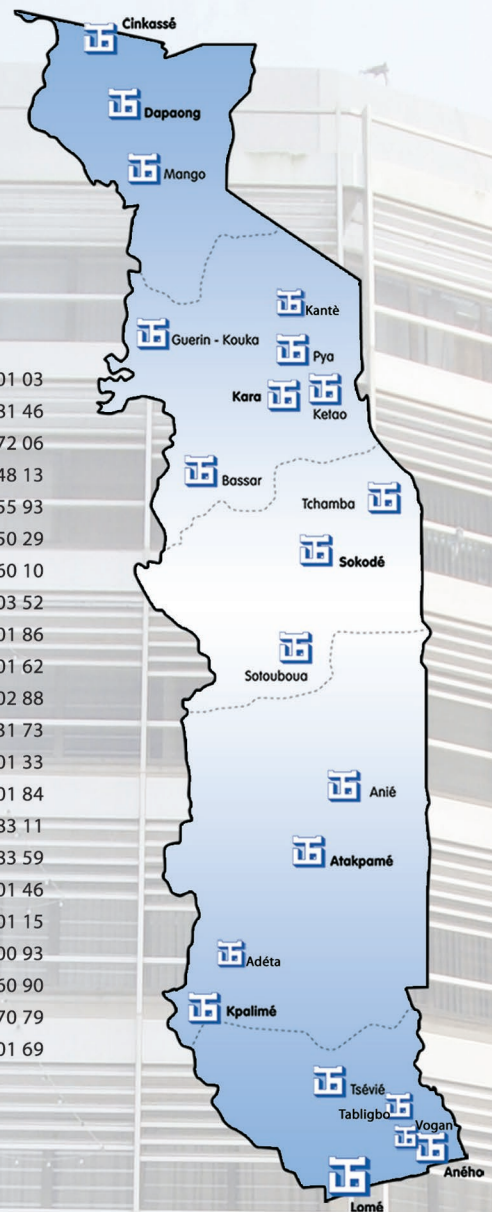
Lomé

Agence Circulaire
 Agence Centrale (Grand Marché)
 Agence du Port
 Agence de l'Aéroport
 Agence Résidence du Bénin
 Agence Hédzranawoé
 Agence Média +
 Agence Campus (Imm. Phcie. Campus)
 Agence Boulevard Est (Face ACA)
 Agence Adidogomé (Face Ave Maria)
 Agence Agoényivé
 Agence Attikoumé
 Agence Bè-Kpota
 Agence Kpéhénou
 Agence Tokoin Trésor
 Agence Totsi
 Agence Kégué
 Agence Guce
 Agence Total Port
 Agence Novissi
 Agence Eda Oba
 Agence OTR IMPOTS

Tél : 22 23 43 00 / 01 / 22 23 44 00 / 22 21 50 02
 Tél : 22 23 43 00 / 01 / 22 23 44 00 / 22 21 50 02
 Tél : 22 27 50 05
 Tél : 22 26 59 96
 Tél : 22 61 54 52
 Tél : 22 61 60 73
 Tél : 22 21 62 63
 Tél : 22 20 47 67
 Tél : 22 20 47 66
 Tél : 22 51 91 00
 Tél : 22 51 60 80
 Tél : 22 25 62 52
 Tél : 22 71 28 15
 Tél : 22 21 11 11
 Tél : 22 21 10 91
 Tél : 22 51 62 72
 Tél : 22 61 54 55
 Tél : 22 71 46 11
 Tél : 22 71 04 19
 Tél : 22 26 11 34
 Tél : 22 22 42 33
 Tél : 22 44 96 09

Intérieur du Pays

Cinkassé Tél : 27 76 01 03
 Dapaong Tél : 27 70 81 46
 Mango Tél : 27 71 72 06
 Guérin-Kouka Tél : 26 69 48 13
 Pya Tél : 26 68 55 93
 Kétao Tél : 26 69 50 29
 Kara Tél : 26 60 60 10
 Bassar Tél : 26 63 03 52
 Tchamba Tél : 25 52 01 86
 Sokodé Tél : 25 50 01 62
 Sotouboua Tél : 25 53 02 88
 Anié Tél : 24 49 31 73
 Atakpamé Tél : 24 40 01 33
 Kpalimé Tél : 24 41 01 84
 Assahoun Tél : 22 52 83 11
 Notsé Tél : 22 52 83 59
 Tsévié Tél : 23 30 01 46
 Aného Tél : 23 31 01 15
 Vogan Tél : 23 33 00 93
 Tabligbo Tél : 23 39 60 90
 Adéta Tél : 24 49 70 79
 Kanté Tél : 26 67 01 69



HEURES D'OUVERTURE ET DE FERMETURE DES GUICHETS UTB

A Lomé comme à l'intérieur du pays :

Agences :

Lundi à Vendredi 7h 45 – 16h 30
 Samedi 8h – 14h

Points de Vente :

Lundi à Vendredi 8h – 16h
 Samedi 8h – 14h

Votre satisfaction fait notre réputation



Union togolaise de banque

RAPPORT
ANNUEL
2 0 1 4

Chiffres – clés	3
Renseignements juridiques	4
Commissaires aux comptes	4
Agences	4
Composition du Conseil d'Administration	5
Composition de la Direction	5
Rapport du Conseil d'Administration au Conseil de Surveillance	6
Rapport général du Commissaire aux Comptes	18
Rapport spécial du Commissaire aux Comptes	20
Etats financiers au 31 décembre 2013	21
Bilans des exercices 2009 à 2013	26
Comptes de résultats des exercices 2009 à 2013	27
Evolution des dépôts des exercices 2009 à 2013	28
Evolution des crédits des exercices 2009 à 2013	29
Evolution des fonds propres effectifs des exercices 2009 à 2013	30
Résolutions	31

ACTIVITES

Désignation	31/12/2014	31/12/2013	Ecart	Variation en %
Dépôts clientèle *	179 992	136 262	43 730	32,09
Créances clientèle *	154 029	122 990	31 039	25,24

RESULTAT

Désignation	31/12/2014	31/12/2013	Ecart	Variation en %
Produit Net Bancaire *	13 263	12 363	900	7,28
Charges de fonctionnement *	7 891	6 156	1 735	28,18
Résultat Brut d'Exploitation *	4 260	5 198	-938	-18,05
Résultat Net *	1 426	2 548	-1 122	-44,03
Coefficient d'exploitation (%)	59,5	49,79	9,71	19,50

STRUCTURE

Désignation	31/12/2014	31/12/2013	Ecart	Variation en %
Total Bilan *	241 419	190 094	51 325	27,00
Fonds Propres effectifs *	19 311	18 567	744	4,01
Ratio de couverture des risques (%)	10,39	12,13	-1,74	-14,34
Nombre d'agences	44	40	4	10,00
Effectif	303	260	43	16,54

* en millions de FCFA

RENSEIGNEMENTS JURIDIQUES

Raison sociale	:	Union Togolaise de Banque
Forme juridique	:	Société anonyme
Date de création	:	30 juin 1964
Actionnaire	:	Etat Togolais
Siège social	:	Lomé B.P. 359. Tel (228) 22 23 43 00/ 01 (228) 22 21 50 02 Fax (228) 22 21 22 06
Adresse Swift	:	UNBTGTG
Site web	:	www.utb.tg
E-mail	:	utb.sdg@utb.tg

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Titulaires	:	EFOGERC	Tel : (228) 22 21 21 11
		AUDIT & CONSULTING CENTER (A2C)	Tel : (228) 22 20 66 09
Suppléants	:	CKA	Tel : (228) 22 21 62 26
		EXPERTS ASSOCIES	Tel : (228) 22 21 38 99

AGENCES ET BUREAUX

A Lomé

Circulaire ; Centrale, Port, Aéroport, Résidence du Bénin ; Hédzranawoé ; Média + ; Campus ; Boulevard-Est ; Adidogomé ; Agoényivé ; Attikoumé ; Bé-Kpota ; Kegué ; Total-port ; Kpéhénou; Tokoin-Trésor ; Totsi ; Jean-Paul II Novissi ; Eda-Oba ; GUCE ; OTR Impôts.

A l'intérieur

Aného ; Atakpamé ; Kpalimé ; Kara ; Sokodé ; Dapaong ; Cinkassé ; Mango ; Guérin - kouka ; Pya ; Kétao ; Bassar ; Tchamba ; Sotouboua ; Anié ; Tsévié ; Adeta ; Vogon ; Tagbligbo ; Kanté ; Notse ; Assahoun.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Badawasso T. GNARO	:	Président Secrétaire Général au Ministère de l'Economie et des Finances,
Yaovi Attigbé IHOU	:	Membre Directeur Général de l'U.T.B. Ministère de l'Economie et des Finances.
Idissa DERMAN	:	Membre Retraité de la Fonction Publique Ministère de l'Economie et des Finances.
Koffi Mawuéna AMEGAVI	:	Membre Directeur du Matériel et de Transit Administratif Ministère de l'Economie et des Finances.
Kueku Banka JOHNSON	:	Membre Directeur du Centre Togolais des Expositions et Foires de Lomé (CETEF- LOME) Ministère du Commerce et de la Promotion du Secteur Privé.
Adoukoê Adjoavi AKPABIE	:	Membre Directrice Générale Adjointe de la Planification et du Développement. Ministère auprès du PR, Chargé de la Planification, du Développement et de l'Aménagement du territoire.

COMPOSITION DE LA DIRECTION

Yaovi Attigbé IHOU	:	Directeur Général
Komi Casimir VOVOR	:	Directeur de l'International & de la Trésorerie
Mawuéna AZIAMOE	:	Directeur Administratif et Financier
Haady MEATCHI	:	Directeur du Système de l'Information & de la Production
Mada Joél BODJONA	:	Directeur Commercial
Kwame KPONYO	:	Directeur des Engagements
Komi LADZEKPO	:	Auditeur Général
Tagba ABI	:	Contrôleur de Gestion
Ouro-Akpo MOUSSA	:	Chargé de mission auprès du DG
Kwame KPEKPASSI	:	Chargé de mission auprès du DG

• RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION AU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Le Président du Conseil d'Administration, conformément aux prescriptions légales et statutaires, se fait le devoir de vous présenter le rapport sur l'activité de la banque et soumettre à votre approbation, les comptes de l'Union Togolaise de Banque (UTB) clos au 31 décembre 2014.

I - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

L'économie mondiale a connu en 2014, selon les données du Fonds Monétaire International (FMI) un taux de croissance semblable à celui de 2013, soit 3,3% en 2014. La reprise économique demeure donc fragile, dans un contexte général de chômage persistant et d'un niveau élevé, et de surendettement avec en zone euro avec des risques réels de déflation qui nourrissent la défiance des investisseurs.

Dans les pays avancés, la croissance économique est estimée à 1,8 % en 2014 et projetée à 2,3 % en 2015, portée par les performances de l'économie américaine qui connaît un taux de croissance de 2,2 % en 2014 avec une estimation de 3,1 % en 2015. Cette vigueur de l'économie américaine contraste avec l'atonie de la zone euro qui enregistre une croissance de 0,8 % en 2014 et qui pourrait s'établir à 1,3 % en 2015. Quant aux pays émergents et en développement, ils confirment leur forte contribution à la croissance économique mondiale avec un taux de 6,5 % en 2014 et une croissance anticipée du même ordre en 2015.

S'agissant de l'Afrique Subsaharienne, la croissance économique y demeure vigoureuse à 5 % en 2014 contre un taux attendu 5,7 % en 2015, nourrie par une demande extérieure favorable, une forte demande d'investissements en infrastructures, la vitalité du secteur des services et de bonnes performances agricoles. Cependant, les conséquences négatives de l'épidémie de fièvre à virus « Ebola », les risques sécuritaires persistants dans certains pays, et l'impact des chocs exogènes relatifs à leur dépendance externe, sont autant de facteurs de vulnérabilité pouvant affecter négativement ces performances.

L'inflation continue d'être bien contenue dans les pays développés comme dans les pays émergents et en Afrique Subsaharienne. La progression des prix dans les pays avancés en 2014 est de 1,4 % contre 1,7 % en 2013. Dans les pays émergents, le taux d'inflation devrait s'établir à 4,1 % en 2014 contre 4,7 % en 2013.

En Afrique Subsaharienne, le taux d'inflation resterait dans les mêmes limites qu'en 2013, soit 6,6 %.

Sur les marchés des changes on retiendra la dépréciation générale des devises des principaux pays émergents par rapport au dollar américain en 2014 et qui s'explique essentiellement par la vigueur de l'économie américaine.

Dans l'UEMOA

Les pays de l'UEMOA continuent d'afficher des performances macroéconomiques satisfaisantes, avec un taux de croissance de 6,8 % en 2014 contre 5,8 % en 2013. Ils tirent le meilleur parti de la reprise relative de l'économie mondiale, de l'accroissement significatif des investissements et des bonnes conditions climatiques ayant facilité de bons résultats agricoles dans nombre de pays.

L'accélération de la croissance en 2014 concerne tous les pays avec les taux suivants : Benin

(5,7%), Burkina Faso (6,7%), Côte d'Ivoire (9,0%) Guinée Bissau (2,9%), Mali (5,8%), Niger (7,1%), Sénégal (4,5%) et Togo (5,5%).

Les performances économiques des pays de l'UEMOA depuis 2012 sont résumées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 1 : Taux de croissance du PIB réel de l'UEMOA de 2012 à 2014 (%)

	2012	2013	2014
Benin	5,4	5,6	5,7
Burkina Faso	9,0	6,6	6,7
Côte d'Ivoire	10,7	9,2	9,0
Guinée Bissau	-2,2	0,9	2,9
Mali	0,0	1,7	5,8
Niger	11,1	4,1	7,1
Sénégal	3,4	3,5	4,5
Togo	5,8	5,4	5,5
UEMOA	7,0	5,8	6,8

Sources : rapports semestriels d'exécution de la surveillance multilatérale (Commission de l'UEMOA), décembre 2014

Comme en 2013, l'activité économique s'est déroulée, en 2014, dans un contexte de modération continue de la hausse des prix grâce aux bons résultats de la campagne agricole. Le taux d'inflation annuel moyen en 2014 s'est établi à - 0,2% contre 1,6% en 2013.

Pour l'année 2015, le taux de croissance moyen anticipé pour l'Union est de 7,2% avec une amélioration dans tous les Etats membres, dans la stabilité des prix. Restent les incertitudes rappelées ci-dessus, notamment les chocs exogènes relatifs à la dépendance des économies de l'Union vis-à-vis de l'extérieur.

Au niveau du TOGO,

1- Le PIB et ses emplois

- Croissance réelle de 5,4% en 2013 contre 5,8% en 2012 ;
- Croissance réelle projetée à 5,5% en 2014, essentiellement sous l'impulsion du secteur primaire, notamment avec l'orientation favorable de la production agricole, en rapport avec la mise en œuvre satisfaisante du Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA)

2- Finances publiques

- Les opérations consolidées de l'Etat ont dégagé à fin septembre 2014, un déficit de 95,9 milliards. Cette évolution est consécutive à un accroissement de 6,4 milliards des dépenses et prêts nets et un repli de 4,7 milliards des recettes.

3 - Dette publique

- L'encours de la dette extérieure totale, à fin décembre 2014, se chiffre à 470,3 milliards, en progression de 31,6% par rapport à 2013, représentant 21,1% du PIB. Le stock d'arriérés de paiements est nul à fin décembre 2014, tout comme à la même période de l'année 2013 ;
- L'encours de la dette intérieure, à fin décembre 2014, s'établit à 567,4 milliards, en hausse de 1,8% par rapport à décembre 2013, représentant 25,4% du PIB.

5 - Balance des paiements

- Déficit de 17,3 milliards du solde global en 2012, en rapport avec un déficit de 150,2 milliards du compte des transactions courantes, un solde excédentaire de 146,2 milliards du compte de capital et un actif de 16,2 milliards du compte financier.
- Pour 2013, les données provisoires situent le solde global à un excédent de 41,6 milliards, suite à un déficit du compte courant de 280,7 milliards, un compte de capital excédentaire de 155,6 milliards et un passif du compte financier de 164,2 milliards.

6 - Situation monétaire

La situation monétaire à fin décembre 2014 a enregistré par rapport à fin décembre 2013 :

- une baisse des avoirs extérieurs nets (-24,4%) ;
- une progression des crédits à l'économie (+11,6%) ;
- une aggravation de la Position Nette du Gouvernement (+33,9%) ;
- une augmentation de la masse monétaire (+9,8%).

L'exercice 2014 a permis de conforter les principaux agrégats de la banque, malgré l'impact de la concurrence rude enregistrée au cours de l'année. La situation patrimoniale s'est améliorée.

I. AU PLAN DE L'EXPLOITATION

Les objectifs de croissance de la banque se sont poursuivis au cours de l'année. L'arrêté des comptes au 31 décembre 2014 fait ressortir une masse bilancielle qui s'est accrue de 27,00 % pour se situer à 241 419 millions contre 190 094 millions une année plus tôt. Les ressources clientèle ont progressé de 32,09 % pour s'établir à 179 992 millions contre 136 262 millions au 31 décembre 2013. Les emplois clientèle ont progressé de 25,24 % pour s'établir à 154 029 millions contre 122 990 millions au 31 décembre 2013.

En millions de FCFA

	31/12/2014	31/12/2013	Ecart	Variation en %
TOTAL BILAN	241 419	190 094	51 325	27,00
RESSOURCES CLIENTELE	179 992	136 262	43 730	32,09
EMPLOIS CLIENTELE	154 029	122 990	31 039	25,24
CREANCES EN SOUFFRANCE BRUT	22 444	20 026	2 418	12,07
ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE	53 977	51 332	2 645	5,15

II. EVOLUTION DES RESSOURCES - CLIENTELE

Elles sont caractérisées par l'accroissement des dépôts à vue de 48,46 % pour se situer à 86 904 millions en décembre 2014 contre 58 537 millions l'année précédente, des dépôts à terme de 21,83 %, les dépôts d'épargne qui ont également progressé de 14,43% par rapport en 2013.

En millions de FCFA

	31/12/2014	31/12/2013	Ecart	Variation en %
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS	86 904	58 537	28 367	48,46
COMPTES A TERME	51 990	42 674	9 316	21,83
COMPTES D'EPARGNE	36992	32328	4 664	14,43
AUTRES DEPOTS	4106	2723	1 383	50,79
TOTAL	179 992	136 262	43 730	32,09

L'exercice 2014 est marqué par la volonté de reconquête de nos positions antérieures. L'intensification de nos actions de collecte de l'épargne a entraîné une progression de nos dépôts à vue de 28 367 millions soit 48,46 %, des dépôts à terme de 9 316 millions soit 21,83% et les comptes d'épargne de 14,43 %, soit 4 664 millions par rapport à l'année précédente.

III. EVOLUTION DES EMPLOIS CLIENTELE

Au niveau des emplois, l'assainissement du portefeuille se poursuit. Le portefeuille a progressé passant de 122 990 millions en 2013 à 154 029 millions en 2014. Cette hausse de 25,24% est consécutive aux concours mis en place au profit des sociétés de la place et des particuliers.

En millions de FCFA

	31/12/2014	31/12/2013	Ecart	Variation en %
PORTEFEUILLE D'EFFETS COMMERCIAUX	684	749	-65	-8,68
AUTRES CREDITS A COURT TERME	4 323	6 882	-2 559	-37,18
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	102 235	75 374	26 861	35,64
CREDITS A MOYEN TERME	38 352	32 515	5 837	17,95
CREDITS A LONG TERME	1 799	1 010	789	78,12
CREANCES EN SOUFFRANCE BRUT	22 444	20 026	2 418	12,07
PROVISIONS SUR LES CREANCES EN SOUFFRANCE	15 808	13 566	2 242	16,53
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	154 029	122 990	31 039	25,24

IV. ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE

Les engagements de financement donnés atteignent au 31/12/2014, 3 532 Millions contre 6 603 Millions au 31/12/2013. Ils sont en baisse de 3 071 millions et sont dus au dénouement de crédit documentaire.

Les engagements de garantie donnés se chiffrent au 31/12/2014 à 50 445 Millions contre 44 729 Millions au 31/12/2013 soit une progression de 5 716 millions. La reprise de la coopération avec les bailleurs de fonds à intensifier les travaux de grande d'envergure dans le pays.

En millions de FCFA

	31/12/2014	31/12/2013	Ecart	Variation en %
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DONNES	3 532	6 603	-3 071	-46,51
ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNES	50 445	44 729	5 716	12,78
ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE	53 977	51 332	2 645	5,15

V. RESULTATS DE L'EXPLOITATION DE L'EXERCICE 2013

Les résultats arrêtés au 31/12/2014 dégagent un résultat net bénéficiaire de 1 426,21 millions contre un résultat net bénéficiaire de 2 548,10 Millions au 31/12/2013.

L'exercice 2014 est marqué par :

- la politique agressive de collecte des ressources de la clientèle ;
- les transferts effectués pour le compte de la clientèle;
- les intérêts générés par les obligations acquises auprès de diverses sociétés installées dans la zone UMOA qui sont rémunérées au taux moyen de 6 % ;
- les intérêts générés par les titres acquis dans l'opération de titrisation des créances compromises qui sont rémunérés au taux de 6 %.

En millions de FCFA

	31/12/2014	31/12/2013	Ecart	Variation en %
	1	2	3 = 2 - 1	4=3*100/2
Intérêts à notre profit	15 175,25	13 790,81	1 384,4	10,04
Intérêts à notre charge	5 798,33	5 002,99	795,3	15,90
Net Intérêts	9 376,91	8 787,81	589,1	6,70
Produits & Commissions	3 886,37	3 575,71	310,7	8,69
Recettes Globales	19 061,62	17 366,50	1 695,1	9,76
Produit Net bancaire	13 263,28	12 363,53	899,8	7,28
Frais Généraux	7 891,41	6 156,15	1 735,3	28,19
Résultat Brut d'Exploitation	4 260,13	5 197,99	-937,9	-18,04
Résultat d'Exploitation	1 714,57	2 995,83	-1 281,3	-42,77
Résultat Net	1 426,21	2 548,10	-1 121,9	-44,03

Au 31/12/2014, les intérêts et produits assimilés ont atteint 15 175,25 millions contre 13 790,81 millions au 31/12/2013, en progression de 10,04 % par rapport à la période précédente. Des gains intéressants de 1 738,28 millions ont été engrangés sur les obligations acquises auprès de diverses sociétés par l'intermédiaire de la SGI-TOGO, la BOAD et la BCEAO. Les intérêts sur les titres issus de l'opération de titrisation des créances compromises ont atteint pour l'exercice 2014 le montant de 313,5 millions.

Les intérêts à notre charge c'est-à-dire le coût de nos ressources affichent une progression de 15,90%. Ils s'établissent à 5 798,3 millions contre 5 002,9 millions l'année précédente. Cette situation est imposée par le marché, car nous avons besoin des ressources d'épargne et à terme

pour les opérations de transferts, de crédits et de placement.

Nous observons que la marge d'intérêts couvre les frais de personnel à hauteur de 310,62 % et le total des charges de fonctionnement à hauteur de 118,82 %.

Les produits et commissions ont progressé de 8,69 % sur la période. Ils s'élèvent à 3 886,37 millions contre 3 575,71 millions au 31/12/2013. Il faut noter que l'ensemble des commissions et produits assimilés au 31/12/2014 couvrent les frais de personnel à hauteur de 128,74 % et le total des charges de fonctionnement à hauteur de 49,25 %.

Le produit net bancaire passe de 12 363,53 millions à 13 263,28 millions au 31/12/2014, soit une progression de 7,28 %.

Nous notons que le produit net bancaire couvre les frais de personnel à hauteur de 439,35 % et le total des charges de fonctionnement à hauteur de 168,07 %.

L'ensemble des frais généraux a enregistré une hausse de 28,19% et se chiffrent à 7 891,41 millions contre 6 156,1 millions en 2013 ; Cette hausse s'explique par : l'organisation du cinquantenaire de la banque et le fonctionnement des points de vente.

Après une dotation aux amortissements de 1 259,40 millions, le Résultat Brut d'Exploitation au 31/12/2014 fait ressortir un solde positif de 4 260,13 millions, en régression de 18,04 % par rapport à l'année précédente.

Après des dotations aux provisions sur les créances douteuses de 3 938,66 millions, des dotations aux provisions pour pertes et charges de 188,15 millions, des dotations aux provisions pour charges de retraite de 193,0 millions des reprises sur provisions sur les créances compromises de 1 696,50 millions, et les reprises d'amortissements de 77,7 millions, le Résultat d'Exploitation ressort à 1 714,57 millions contre 2 995,8 millions au 31/12/2013 soit une régression de 42,77%.

Après des charges exceptionnelles de 68,7 million, les profits sur exercices antérieurs de 8,7 millions, les profits exceptionnels de 3,5 millions, les pertes sur exercices antérieurs de 37,3 millions et l'impôt sur le résultat de 194,4 millions, le Résultat Net ressort positif de 1 426,21 millions contre un résultat net positif de 2 548,1 millions au 31/12/2013 soit une baisse de 44,03% imputable essentiellement aux provisions constituées.

VI. COEFFICIENT D'EXPLOITATION

Le coefficient d'exploitation mesure l'efficacité de l'exploitation. Moins il est élevé plus notre exploitation sera rentable

Calcul de coefficient d'exploitation

$$\text{Coefficient brut d'exploitation} = \frac{\text{Frais généraux}}{\text{Produit net bancaire}} \times 100$$

$$\text{Coefficient net d'exploitation} = \frac{\text{Frais généraux} + \text{Dotations aux amortissements}}{\text{Produit net bancaire}} \times 100$$

(*) En millions de FCFA

Désignation	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2014	2013/2012	2014/2013
Produit Net Bancaire *	13 271,0	12 363,5	13 263,2		
Frais généraux*	5 597,0	6 156,1	7 891,4		
Dotations aux amortissements *	1 221,1	1 138,5	1 259,4		
Coefficient brut d'exploitation	42,17%	49,79%	59,50%	7,62%	9,71%
Coefficient net d'exploitation	51,38%	59,00%	68,99%	7,63%	9,99%

Le coefficient brut d'exploitation s'est dégradé de 9,71 points entre 2013 et 2014 pour s'établir 59,50 % au 31/12/2014 contre 49,79 % un an plus tôt. La norme maximale est d'environ 60 %. Le bon niveau du coefficient d'exploitation est lié à l'effet d'une croissance soutenue du produit net bancaire par rapport à celle des frais généraux

VII. RESPECT DU DISPOSITIF PRUDENTIEL

Les fonds propres effectifs ressortent positifs à 19 311 millions contre 18 567 millions en 2013 et permettent de respecter les normes prudentielles y afférentes.

Le ratio de solvabilité est satisfaisant et s'établit à 10,39 % contre un minimum requis de 8 %. De même, le ratio de crédits aux dirigeants est de 14,64 % contre une norme maximale de 20 %.

Le ratio de couverture des immobilisations et des participations par des fonds propres effectifs se situe à 54,22 % contre une norme maximale de 100 %.

Des efforts sont en train d'être menés pour satisfaire les deux autres ratios suivants :

- Couverture des emplois à moyen et long terme par des ressources stables ; ce ratio s'établit à 27,44 % pour un minimum requis de 50 %.
- Ratio de liquidité s'est établi à 49,29 % pour un minimum requis de 75 %.

VIII. RELEVEMENT DU CAPITAL SOCIAL

Dans l'optique de la promotion du système bancaire et financier sain et solide et susceptible de contribuer efficacement au financement du développement économique et en application des dispositions du relèvement du capital social, il a été imposé aux banques par la BCEAO de porter le capital social à cinq milliards de FCFA au plus tard le 31 décembre 2009 et au 01 juillet 2017 à dix milliards.

Par décret N° 2014-298/PR du 30 décembre 2009, le capital de l'UTB a été augmenté de 3 milliards par incorporation des réserves pour atteindre le niveau de 5 milliards requis.

Par décret pris en Conseil des Ministres du 18 novembre 2014, le capital de l'UTB a été augmenté de 5 milliards par incorporation des réserves pour atteindre le niveau de 10 milliards respectant les exigences des autorités monétaires.

IX. EFFECTIFS

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Cadres – Gradés – Employés	283	241
Personnel de service (Chauffeurs, Plantons)	20	19
TOTAL	303	260

Compte tenu de nos objectifs, nous avons opté pour une adaptation des ressources humaines aux réalités financières de la banque.

Par ailleurs, et dans le souci d'élever le niveau de qualification professionnelle des employés, la banque a inscrit en formation les agents à l'Institut Technique de Banque (ITB) ainsi qu'aux cours diplômants de CAP et BP.

La banque a fait bénéficier à certains de ces agents de séminaires de courte durée sur des thèmes variés touchant des aspects importants de l'activité bancaire y compris la monétique.

X. PRIVATISATION

L'appel d'offre pour la privatisation de l'UTB est déclaré infructueux par la Commission de Privatisation après analyse de l'unique offre reçue dont l'offre financière est jugée inacceptable.

Le processus de privatisation pourra être relancé à une date ultérieure si les autorités le juge nécessaire.

XI. PERSPECTIVES

Messieurs les membres du Conseil d'Administration,

L'exercice 2014 s'est déroulé dans un environnement économique stable. Les efforts déployés pour renouer avec les grands équilibres macro-économiques ont abouti au renforcement des relations avec les bailleurs de fonds internationaux, autorisant l'espoir d'une densification des investissements productifs.

L'objectif pour notre Institution demeure le maintien d'une rentabilité durable passant nécessairement par :

- La qualité des services et l'accueil de la clientèle qui restent des exigences premières dans les actions quotidiennes de la banque ;
- Une compétitivité soutenue qui demeure l'instrument incontournable de survie et de croissance dans un environnement de multiplication continue des acteurs du secteur ;
- Un développement sélectif et prudent de nos emplois avec une adaptation permanente à l'état de notre trésorerie et dans une appréciation objective des exigences sur la crise actuelle,
- La poursuite d'une politique efficace d'assainissement de notre portefeuille et l'accentuation des actions de recouvrement de nos créances compromises,
- Le maintien d'une trésorerie stable, élément indispensable à une exploitation harmonieuse de la banque,
- Le renforcement de la sécurité de traitement et d'exécution des opérations bancaires,
- Une recherche permanente des gains de productivité et la maîtrise des frais généraux,
- L'accélération et le meilleur suivi des procédures de recouvrement des créances compromises avec le concours souhaitable d'une justice plus transparente, plus efficace et plus équitable,
- La poursuite de la densification sélective de nos points de vente.

Il est bien entendu que la banque ne peut atteindre ses objectifs que dans un esprit de rigueur partagé par l'ensemble du personnel. La consolidation et la pérennité de sa santé financière exigent ce préalable.

L'ensemble des performances acquises durant l'exercice 2014 n'a été rendu possible que grâce au dévouement, à l'efficacité des membres du Conseil de Surveillance et du Conseil d'Administration ainsi qu'à la fidélité renouvelée de notre clientèle et à la qualité du travail du personnel. Un hommage mérité doit être rendu à chacun de ces acteurs.

Lomé, le 15 juin 2015

RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2014

RAPPORT GENERAL

Mesdames et Messieurs les membres
du Conseil de Surveillance
UTB S.A.

Lomé (Togo)

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil de Surveillance, nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la société UTB S.A., qui comprennent le bilan au 31 décembre 2014 avec une situation nette de 21 328 millions de francs CFA, le compte de résultat faisant ressortir un bénéfice net de 1 426 millions de francs CFA

1. CONTROLE DES ETATS FINANCIERS DE SYNTHESE

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction générale est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément au Plan Comptable Bancaire de l'UMOA (PCB), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit exprimée ci-après.

Opinion

Nous concluons que les états financiers de synthèse faisant ressortir un bénéfice net de 1 426 millions de francs CFA, sont, au regard des règles et principes comptables du Plan Comptable Bancaire de l'UMOA, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Union Togolaise de Banque à la fin de l'exercice 2014.

2. VERIFICATIONS DES OBLIGATIONS LEGALES ET REGLEMENTAIRES

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la réglementation en vigueur.

2.1 RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION AU CONSEIL DE SURVEILLANCE

En application des dispositions de l'article 713 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux membres du Conseil de Surveillance sur la situation financière et les comptes annuels.

2.2 REGISTRE DES TITRES NOMINATIFS

En application des dispositions de l'article 746-2 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique, nous avons également procédé au contrôle des registres de titres nominatifs tenus par la société. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur l'existence et la bonne tenue de ces registres.

3. AUTRES VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons procédé aux vérifications spécifiques, à savoir, le respect des dispositions de l'article 45-3 de la Loi 2009-019 du 27 Août 2009 portant loi Bancaire au sein de l'UEMOA, tout prêt ou garantie quel qu'en soit le montant consenti par l'UTB à ses dirigeants, à ses principaux actionnaires, associés ou aux entreprises privées dans lesquelles les personnes visées ci-dessus exercent des fonctions de direction, d'administrateur ou de gérance ou détiennent plus du quart du capital social, doit être approuvé à l'unanimité par les membres du Conseil d'Administration.

Conformément aux dispositions précitées, les financements consentis aux personnes ci-dessus visées, s'élevant à 2 828 millions de francs CFA au 31 décembre 2014, ont fait l'objet d'une approbation, à l'unanimité des membres du Conseil d'Administration.

EFOGERC

Membre Indépendant **BKR** International

AUDIT & CONSULTING CENTER (A2C)

Kodjo ADOKOU

Expert Comptable Diplômé
Commissaire aux Comptes

Sylvain Koffi EKON, CPA

Expert Comptable Diplômé
Commissaire aux Comptes

Mesdames et Messieurs les membres
du Conseil de Surveillance
UTB S.A.

Lomé (Togo)

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre banque, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

I. CONVENTIONS AUTORISEES AU COURS DE L'EXERCICE

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article 440 de l'Acte Uniforme sur le droit des sociétés commerciales et du GIE de l'OHADA, **d'apprécier l'intérêt qui s'attache à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.**

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention conclue au cours de l'exercice et visée à l'article 438 de l'Acte Uniforme sur le droit des sociétés commerciales et du GIE de l'OHADA.

II. CONVENTIONS APPROUVEES AU COURS D'EXERCICES ANTERIEURS DONT L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE

Nous n'avons été avisés d'aucune convention conclue au cours d'exercices antérieurs entrant dans le cadre de ces dispositions.

Lomé, le 04 juin 2014.

EFOGERC

Membre Indépendant **BKR**
International

AUDIT & CONSULTING CENTER
(A2C)

Kodjo ADOKOU

Expert Comptable Diplômé
Commissaire aux Comptes

Sylvain Koffi EKON, CPA

Expert Comptable Diplômé
Commissaire aux Comptes

BILANS

		DEC 2800	
		déstiné à la publication	
ETAT : TOGO		ETABLISSEMENT : UTB	
C	31/12/2014	T0009T	AC 01 A 3
C	Date d'arrêté	C I B	LC D F P M
POSTE	ACTIF	MONTANTS NETS	
		31/12/2013	31/12/2014
A10	CAISSE	7 279	7 483
A02	CREANCES INTERBANCAIRES	18 808	20 372
A03	- A vue	14 408	19 545
A04	. Banques Centrales	10 438	16 376
A05	. Trésor Public , CCP	0	0
A07	. Autres établissements de crédit	3 970	3 169
A08	- A terme	4 400	827
B02	CREANCES SUR LA CLIENTELE	122 990	154 029
B10	- Portefeuille d'effets commerciaux	749	684
B11	. Crédits de campagne	0	0
B12	. Crédits ordinaires	749	684
B2A	- Autres concours à la clientèle	46 867	51 110
B2C	. Crédits de campagne	0	0
B2G	. Crédits ordinaires	46 867	51 110
B2N	- Comptes ordinaires débiteurs	75 374	102 235
B50	- Affacturage	0	0
C10	TITRES DE PLACEMENT	22 583	41 841
D1A	IMMOBILISATIONS FINANCIERES	6 947	5 148
D50	CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0
D20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	99	283
D22	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	9 149	9 697
E01	ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0
C20	AUTRES ACTIFS	1 852	1 866
C6A	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	387	700
E90	TOTAL DE L'ACTIF	190 094	241 419

BILAN
désigné à la publication

DEC 2800

ETAT : TOGO

ETABLISSEMENT : UTB

C 31/12/2014 T0009T AC 01 A 3

C Date d'arrêté C I B LC D F P M

POSTE	PASSIF	MONTANTS NETS	
		31/12/2013	31/12/2014
F02	DETTES INTERBANCAIRES	26 586	35 092
F03	- A vue	14 065	15 930
F05	. Trésor Public , CCP		
F07	. Autres établissements de crédit	10 196	12 613
		3 869	3 317
F08	- A terme	12 521	19 162
G02	DETTES A L' EGARD DE LA CLIENTELE	136 262	179 992
G03	- Comptes d' épargne à vue		
G04	- Comptes d' épargne à terme	32 324	36 989
G05	- Bons de caisse	4	3
G06	- Autres dettes à vue	0	0
G07	- Autres dettes à terme	59 093	87 438
		44 841	55 562
H30	DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE	0	0
H35	AUTRES PASSIF	1 063	1 280
H6A	COMPTES D' ORDRE ET DIVERS	3 943	2 773
L30	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	760	948
L35	PROVISIONS REGLEMENTÉES	0	0
L10	SUBVENTIONS D' INVESTISSEMENT	0	0
L20	FONDS AFFECTÉS	0	0
L45	FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX	0	0
L66	CAPITAL OU DOTATION	225	225
L50	PRIMES LIÉES AU CAPITAL	5 000	10 000
L55	RESERVES	0	0
L59	ECARTS DE REEVALUATION	6 871	2 919
		6 836	6 758
L70	REPORT A NOUVEAU (+/-)	0	0
L80	RESULTAT DE L' EXERCICE (+/-)	2 548	1 426
L90	TOTAL DU PASSIF	190 094	241 419

BILAN
destiné à la publication

DEC 2800

ETAT : TOGO

ETABLISSEMENT : UTB

C 31/12/2014 T0009T AC 01 A 3

C Date d'arrêté C I B LC D F P M

POSTE	HORS BILAN	MONTANTS NETS	
		31/12/2013	31/12/2014
		1	3
	ENGAGEMENTS DONNES		
	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT		
N1A	En faveur d'établissements de crédit	0	0
N1J	En faveur de la clientèle	6 603	3 532
	ENGAGEMENTS DE GARANTIE		
N2A	En faveur d'établissements de crédit	1 664	1 731
N2J	En faveur de la clientèle	43 122	48 714
N3A	ENGAGEMENTS SUR TITRES	0	0
POSTES	ENGAGEMENTS RECUS		
	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT		
N1H	Reçus d'établissements de crédit	0	0
	ENGAGEMENTS DE GARANTIE		
N2H	Reçus d'établissements de crédit	4 131	4 131
N2M	Reçus de la clientèle	91 798	98 728
N3E	ENGAGEMENTS SUR TITRES	0	0

COMPTE DE RESULTAT (en tableau)

destiné à la publication

DEC 2880

ETAT : TOGO

ETABLISSEMENT : UTB

C	31/12/2014		T0009T	AC	01	A	1
C	Date d'arrêté	C I B	LC	D	F	P	M

en millions
de Francs CFA

POSTE	CHARGES	MONTANTS	
		31/12/2013	31/12/2014
R01	INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	4 635	5 244
R03	- Intérêts et charges assimilées sur dettes interbancaires	1 411	1 123
R04	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard de la clientèle	3 224	4 121
R4D	- Intérêts et charges assimilées sur dettes représentées par un titre	0	0
R05	- Autres intérêts et charges assimilées	0	0
R5E	CHARGES SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0
R06	COMMISSIONS	0	0
R4A	CHARGES SUR OPERATIONS FINANCIERES	50	17
R4C	- Charges sur titres de placement	50	17
R6A	- Charges sur opérations de change	0	0
R6F	- Charges sur opérations de hors bilan	0	0
R6U	CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION BANCAIRE	319	538
R8G	ACHAT DE MARCHANDISES	0	0
R8J	STOCKS VENDUS	0	0
R8L	VARIATION DE STOCK DE MARCHANDISES	0	0
S01	FRAIS GENERAUX D'EXPLOITATION	6 155	7 892
S02	- Frais de personnel	2 799	3 019
S05	- Autres frais généraux	3 356	4 873
T51	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	1 139	1 259
T6A	SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES ET DU HORS BILAN	2 280	2 623
T01	EXCEDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX	0	0
T80	CHARGES EXCEPTIONNELLES	2	69
T81	PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS	3	37
T82	IMPOT SUR LE BENEFICE	465	194
T83	BENEFICE	2 548	1 426
T85	TOTAL	17 596	19 299

COMPTE DE RESULTAT (en tableau)

destiné à la publication

DEC 2880

ETAT : TOGO

ETABLISSEMENT : UTB

C 31/12/2014 T0009T AC 01 A 1
 C Date d'arrêté C I B LC D F P M

en millions
de Francs CFA

POSTE	PRODUITS	MONTANTS	
		31/12/2013	31/12/2014
V01	INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	12 505	13 437
V03	- Intérêts et produits assimilés sur créances interbancaires	118	100
V04	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur la clientèle	11 959	13 023
V5F	- Intérêts et produits assimilés sur titres d'investissement	428	314
V05	- Autres intérêts et produits assimilés	0	0
V5G	PRODUITS SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0
V06	COMMISSIONS	1 368	1 364
V4A	PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES	2 716	3 379
V4C	- Produits sur titres de placement	1 287	1 738
V4Z	- Dividendes et produits assimilés	45	42
V6A	- Produits sur opérations de change	500	708
V6F	- Produits sur opérations de hors bilan	884	891
V6T	PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION BANCAIRE	823	917
V8B	MARGES COMMERCIALES	0	0
V8C	VENTES DE MARCHANDISES	0	0
V8D	VARIATION DE STOCK DE MARCHANDISES	0	0
W4R	PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION	84	112
X51	REPRISES D' AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	78	78
X6A	SOLDE EN BENEFICE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES ET DU HORS BILAN	0	0
X01	EXCEDENT DES REPRISES SUR LES DOTATIONS DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX	0	0
X80	PRODUITS EXCEPTIONNELS	6	3
X81	PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	16	9
X83	PERTE	0	0
X85	TOTAL	17 596	19 299

BILANS DES EXERCICES 2010 A 2014

(Montants exprimés en millions de F.CFA)

ACTIF	2010	2011	2012	2013	2014
CAISSE	7 091	6 405	8 136	7 279	7 483
Créances interbancaires	28 031	24 120	22 554	18 808	20 372
Créances sur la clientèle	75 809	110 914	115 754	122 990	154 029
Titres de placement	15 908	19 765	23 242	22 583	41 841
Valeurs immobilisées	21 322	18 977	17 053	16 195	15 128
Autres actifs	1099	2381	1819	1 852	1 866
Comptes d'ordre et divers	1026	597	1260	387	700
TOTAL ACTIF	150 286	183 159	189 818	190 094	241 419
PASSIF	2011	2012	2013	2014	2014
Dettes interbancaires	18 216	33 938	36 091	26 586	35 092
Dettes envers la clientèle	113 498	127 383	129 596	136 262	179 992
Autres passifs	565	797	805	1 063	1 280
Comptes d'ordres divers	1 661	1 818	2 556	3 943	2 773
Provisions pour risques et charges	1 325	760	760	760	948
Fonds propres	15 021	18 463	20 010	21 480	21 328
TOTAL PASSIF	150 286	183 159	189 818	190 094	241 419

COMPTES DE RESULTATS DES EXERCICES 2010 A 2014

(Montants exprimés en millions de F.CFA)

ELEMENTS	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2014
COEFFICIENT D'EXPLOITATION	47,94%	46,58%	41,93%	49,79%	59,50%
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	8 661,28	11 581,68	13 638,99	13 790,81	15 175,25
PRODUITS ET COMMISSIONS	4 798,00	5 033,35	4 166,31	3 575,71	886,37
CHIFFRES D'AFFAIRES	13 459,29	16 615,03	17 805,31	17 366,53	19 061,62
INTERETS ET CHARGES ASSIMILES	2955,15	4149,25	4644,32	5 002,99	5 798,33
MARGE D'INTERET	5 706,11	7 432,42	8 994,67	8 787,81	9 376,91
PRODUIT NET BANCAIRE	10 504,12	12 465,78	13 160,98	12 363,53	13 263,28
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	4892,84	5227,13	5 596,99	6 156,15	7 891,41
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	4 756,85	6 344,23	6 588,47	5 197,99	4 260,13
RESULTAT NET	1 550,17	4 032,87	2 611,84	2 548,10	1 426,21

EVOLUTION DES DEPOTS DES EXERCICES 2010 A 2014

(Montants exprimés en millions de F.CFA)

ELEMENTS	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2014
CLIENTELE PRIVEE					
Comptes ordinaires créditeurs	41 108	42 513	43 607	44 873	57 197
Comptes à terme	13 395	17 024	17 229	20 527	27 068
Comptes d'épargne	26 762	28 170	30 940	32 328	36 992
Autres dépôts	8 830	3 924	2 578	2 723	4 106
TOTAL CLIENTELE PRIVEE	90 095	91 631	94 354	100 451	125 363
ORGANISMES PUBLICS					
Comptes ordinaires créditeurs	12 841	23 000	23 387	13 664	29 707
Comptes à terme	10 773	12 752	11 855	22 147	24 922
TOTAL ORGANISMES PUBLICS	23 614	35 752	35 242	35 811	54 629
TOTAL GENERAL	113 709	127 383	129 596	136 262	179 992

EVOLUTION DES CREDITS DES EXERCICES 2010 A 2014

(Montants exprimés en millions de F.CFA)

ELEMENTS	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2014
CLIENTELE PRIVEE					
Portefeuille effets commerciaux	3 541	1 044	1 690	749	684
Comptes ordinaires débiteurs	38 644	58 984	59 748	73 514	101 709
Autres crédits à court terme	11 764	16 961	10 110	3 742	4 323
Crédit à moyen terme	12 941	23 059	27 027	29 242	35 859
Crédit à long terme	520	564	613	1 010	1 799
Créances douteuses	3 847	1 544	5 805	6 460	6 636
TOTAL CLIENTELE PRIVEE	71 257	102 156	104 993	114 717	151 010
ORGANISMES PUBLICS					
Crédit à moyen terme	4 552	8 758	10 761	8 273	3 019
TOTAL ORGANISMES PUBLICS	4 552	8 758	10 761	8 273	3 019
TOTAL GENERAL	75 809	110 914	115 754	122 990	154 029

EVOLUTION DES FONDS PROPRES EFFECTIFS

Désignation	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014
CAPITAL SOCIAL	5 000	5 000	5 000	5 000	10 000
+ Réserves	1 176	2 226	5 259	6 871	2 925
+ / - Report à nouveau	0	0	0	0	0
+ Provisions à caractère de réserve	225	225	225	225	225
- Frais et valeurs incorporels	0	-15	-10	-99	-383
- Provisions complémentaires sur créances exigées par la COB	-132	-142	-210	-266	-214
Fonds propres de base	6 269	7 294	10 264	11 731	12 553
Fonds propres complémentaires	6 269	6 991	6 914	6 836	6 758
FONDS PROPRES EFFECTIFS	12 538	14 285	17 178	18 567	19 311

PREMIÈRE RÉOLUTION : ADOPTION DES COMPTES

Le Conseil de Surveillance, agissant en qualité d'Assemblée Générale, après examen des rapports de la Direction Générale et des Commissaires aux Comptes et après avoir pris connaissance du bilan et du Compte de Résultat de l'exercice clos au 31 décembre 2014 qui dégage un bénéfice net de un milliard quatre cent vingt six millions deux cent douze mille sept cent quinze (1 426 212 715) FCFA, approuve lesdits rapports, le bilan et le compte de résultat tels qu'ils lui sont présentés.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIÈME RÉOLUTION : AFFECTATION DU RÉSULTAT

Le Conseil de Surveillance, agissant en qualité d'Assemblée Générale, décide :

- d'affecter à la réserve spéciale 15 % du bénéfice net de l'exercice clos le 31 décembre 2014, soit deux cent treize millions neuf cent trente un mille neuf cent sept (213 931 907) FCFA, portant le solde créditeur du poste « Réserve Spéciale » à un montant de deux milliards cent trente neuf millions cent vingt quatre mille huit cent trois (2 139 124 803) FCFA;
- de distribuer un dividende de un milliard deux cent millions (1 200 000 000) de FCFA;
- et de doter la « Réserve facultative » du reliquat, soit douze millions deux cent quatre vingt mille huit cent huit (12 280 808) FCFA, portant le solde créditeur du poste « Réserve facultative » à un milliard six millions cinq cent trente huit mille huit cent six (1 006 538 806) FCFA.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RÉSOLUTION : QUITUS AUX MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET AUX COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le Conseil de Surveillance, agissant en qualité d'Assemblée Générale, donne quitus à tous les membres du Conseil d'Administration et aux Commissaires aux Comptes pour leur gestion et tous les actes accomplis par eux au cours de l'exercice 2014.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RÉSOLUTION : POUVOIRS

Le Conseil de Surveillance, agissant en qualité d'Assemblée Générale, confère à tout porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente réunion, tous pouvoirs pour effectuer tous dépôts et faire remplir toutes les formalités de publication légale.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Lomé, le 15 juin 2015

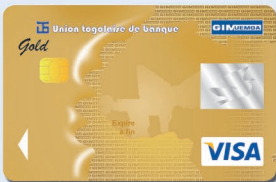


Union togolaise de banque

PRODUITS ET SERVICES

La **Monétique UTB**:
Laissez place à la liberté...

1. CARTES VISA



Gold



Electron

2. CARTES GIM-UEMOA



Galaxie



Gaboutou

3. CARTES PREPAYEES GIM-UEMOA



Liberté



Sérénité



Confort

4. CARTES ETUDIANT



Avenir

Votre satisfaction fait notre réputation

Visual Communication



SIÈGE SOCIAL / DIRECTION GÉNÉRALE

Lomé Nyékonakpoè Boulevard du 13 Janvier BP 359
Lomé – TOGO

Tél : 22 23 43 00 / 01 Fax : 22 21 22 06

E-mail : utbsdg@utb.tg site web : www.utb.tg